

FOOTBALL **L'EXCLUSION DE L'ALGÉRIE DES COMPÉTITIONS INTERNATIONALES**
PAR L'INSTANCE DE BLATTER DERRIÈRE L'INTERDICTION D'IMPORTER
DES FOOTBALLEURS ÉTRANGERS EN LIGUE 1 MOBILIS

La Fifa réclamerait 10 millions de dollars à la FAF

«L'impossibilité d'obtenir des devises légalement pour payer les salaires, indemnités de formation et de solidarité des joueurs étrangers», comme souligné dans le communiqué consacrant la réunion du bureau fédéral de samedi passé, ne serait pas la principale raison qui a poussé la FAF à décider l'interdiction de recruter des footballeurs étrangers aux clubs de la Ligue 1 Mobilis.

Mohamed Bouchama - Alger (Le Soir) - La Fédération algérienne de football n'aurait décidé de mettre fin à l'importation des joueurs étrangers dans le championnat professionnel algérien de première division qu'après avoir senti le roussi. En fait, la menace pressante de l'instance internationale du football, laquelle, à en croire des sources concordantes, aurait adressé une «virulente missive» à l'institution présidée par l'ex-membre du CE de la Fifa pour lui rappeler le lourd contentieux à «régler d'urgence» concernant le dédommagement des joueurs étrangers ayant évolué en Algérie et qui ont eu recours à l'arbitrage des juridictions de l'instance de Sepp Blatter.

Nos sources qui assurent que la FAF a pris l'engagement de régler l'ardoise qui s'élèverait à 10 millions de dollars affirment, par ailleurs, que la Fédération algérienne de football compte étendre la mesure d'interdiction d'exercer en Algérie aux entraîneurs, ceux des équipes de Ligues 1 et 2.

Une éventualité corroborée par la demande exprimée par le bureau fédéral de la FAF au président de la CRL (Chambre de la résolution des litiges) d'un rapport «pour l'évaluation des contentieux de ces dernières années. Le rapport sera

examiné lors de la prochaine réunion du bureau fédéral», lit-on dans le dernier communiqué sanctionnant les travaux du BF/FAF.

La demande faite par la FAF devrait faire ressortir de nombreuses infractions relatives aux contrats signés par les joueurs et entraîneurs étrangers qui, par le passé, n'ont pas été régularisés. La CRL se déclarant, sur de nombreux cas soumis, «incompétente» lesdits dossiers échouaient devant les services de la Chambre de résolution des litiges, où siège Mohamed Mecherara, ou ceux de la commission du statut du joueur, cette dernière étant une commission permanente de la Fifa contrairement à la CRL/Fifa. Sur la place publique, pourtant, les affaires de ces joueurs et entraîneurs dont les contrats n'ont pas été honorés par leurs employeurs algériens sont légion. Robert Nouzaret, Jean-Paul Rabier et Bracci (tous trois ayant coaché le MCA) ou l'attaquant malien de la JSK, Oumar Dabo sont les cas les plus médiatisés. Leurs émoluments s'élèveraient à plusieurs milliers d'euros. Le traitement au ralenti de leurs dossiers et les pseudo-arrangements à l'amiable ont fait grossir la note à payer. La FAF avait souvent rappelé aux clubs concernés de tenir leurs engagements



Le dernier cadeau de Blatter à Raouraoua.

faute de quoi, ils seront sportivement et financièrement sanctionnés, en vain. La Fifa a fini par perdre patience en sollicitant un règlement immédiat de tous les dossiers pendants. Selon nos sources, la fédération de Mohamed Raouraoua a demandé un dernier «temps mort», le temps de vérifier l'ensemble des cas posés au niveau de sa CRL.

Les clubs anticipent la «pénurie»

La Fédération algérienne de football dont le dernier conclave du bureau fédéral a relevé «la santé financière satisfai-

sante» de la trésorerie, devrait s'acquitter aussitôt de la lourde facture. Faute de quoi, les sélections nationales mais également les clubs concernés par les compétitions internationales devront être absoutes de toutes les manifestations placées sous l'égide de la Fifa. Une menace que l'instance de Mohamed Raouraoua a pris, cette fois, très au sérieux en décidant, à titre préventif, de mettre fin à l'importation de nouveaux joueurs étrangers, prévoyant d'autres actions similaires en direction des entraîneurs étrangers (ils sont plus d'une quinzaine à exercer en Algérie) et, en troisième ressort, l'élaboration d'un

échecancier de paiement à l'égard de tous les clubs concernés par des litiges nationaux et internationaux. La situation sera-t-elle pour autant assainie ?

Paradoxalement, la mesure prise par la FAF semble inspirer certains clubs qui font du recrutement des footballeurs étrangers leur fonds de commerce. En effet, plusieurs clubs ayant recruté durant la présente période d'enregistrement ou comptant déjà dans leur effectif des joueurs étrangers anticipent la «pénurie» qui s'annonce sous peu.

Ces «génies» ont entamé de nouvelles négociations avec leurs joueurs étrangers en vue de prolonger la durée de leur contrat. D'habitude hésitants à proposer des contrats «longue durée», car peu sûrs de la valeur de leurs recrues, ces clubs offrent désormais des contrats de plus de trois ans. Ce qui les expose aux multiples risques liés à la pratique du football (blessure, forme précaire etc.). A titre d'exemple, le MOB vient de recruter deux Sénégalais (voir encadré) pour respectivement 3 et 4 années de contrat. Si la FAF a fixé un moratoire (2^e période d'enregistrement), elle devait également proposer une date de rigueur pour la fin de tous les contrats de travail. A suivre la logique de la FAF, le club de la ville des Hammadites, mais également toutes les équipes disposant en leur sein de joueurs non-algériens, devraient régler les salaires de leurs recrues en puisant dans le marché parallèle de la devise.

M. B.